

Nouvelle-Écosse : horizon 2018-2019

REGAIN DE CROISSANCE

- La croissance du PIB de la Nouvelle-Écosse devrait s'établir à une moyenne d'un peu plus de 1,0 % par an en 2018-2019, grâce à toutes sortes de facteurs, soit aussi bien la construction navale que l'accroissement de l'immigration internationale ou la progression de l'emploi dans le secteur des technologies.
- Même si on s'attend à un ralentissement en 2019, la croissance du PIB est toujours plus forte que celle qui était prévue il y a plusieurs années.

Bien que l'on s'attende à ce qu'en 2018, la Nouvelle-Écosse inscrive une croissance plus forte qu'en 2017, la composition de cette croissance s'est considérablement modifiée. Le bond de la demande intérieure l'an dernier a été masqué par une dégringolade de 51 % de la production de gaz naturel en mer, à l'approche de la mise hors service des chantiers de Sable et de Deep Panuke, ce qui a rogné 0,9 point de pourcentage sur la croissance du PIB réel. En 2018, le poids de l'activité en mer est considérablement diminué.

La construction non résidentielle devrait se ralentir après les solides gains de l'an dernier. Des projets ont pris fin au terme de 2017 ou au début de l'année, dont celui de la ligne de transport de Maritime Link (1,7 milliard de dollars), le Centre des congrès Halifax (0,5 milliard de dollars), la mine d'or de Moose River (160 millions de dollars) et la construction d'un magasin d'ameublement à Dartmouth (100 millions de dollars). Or, les travaux se poursuivent en 2018-2019 dans les projets de moindre envergure comme la construction de Queen's Marque (200 millions de dollars), l'agrandissement du terminal du Port d'Halifax (10 millions de dollars) et les projets résidentiels et commerciaux dans le secteur riverain d'Halifax. Dans le cadre de son programme de dépenses en immobilisations, le gouvernement continue de faire fructifier le financement fédéral de la phase 1 et les travaux se poursuivent au Centre des sciences de la santé QEII. Toutefois, les dépenses d'infrastructures de la Nouvelle-Écosse devraient diminuer durant l'exercice 2018-2019 (EF 19), et une tranche de l'investissement est consacrée à l'acquisition de trois écoles.

La croissance de l'emploi devrait rester vigoureuse en 2018 et étayer les gains stables des dépenses de consommation avant de se ralentir en 2019. L'an dernier, le nombre total d'emplois créés a progressé de 0,6 % – soit le gain le plus solide depuis 2012 –, ce qui a fait progresser de 7,8 % les ventes au détail de la Nouvelle-Écosse, du jamais vu depuis 1996. Cette année, nous projetons une légère accélération de la croissance de l'emploi, soit 0,7 %, en raison de la hausse de 2,9 % sur un an du nombre de postes à temps plein déclarés en juillet. Les effets durables du rajustement de la rémunération des militaires en 2017 et l'augmentation de l'exemption fiscale de base des particuliers, portée à 3 000 \$ pour ceux qui gagnent chaque année 75 000 \$ ou moins, sont venus alléger encore plus le portefeuille. La création d'emplois devrait se ralentir pour s'établir à un rythme plus viable de 0,3 % l'an prochain, et on s'attend à une décélération proportionnelle des dépenses des ménages.

Sur le marché du logement, l'activité devrait elle aussi hausser les dépenses de consommation. Les habitations multifamiliales ont représenté 55 % des mises en chantier de logements en 2014-2017 (graphique 1), ce qui transforme la silhouette d'Halifax. C'est pourquoi l'an dernier, les achats des ménages en Nouvelle-Écosse (par exemple, les ventes au détail de mobilier, de produits électroniques et d'électroménagers et de matériel de construction et de jardinage) ont bondi de presque 12 %, et à ce titre, cette province talonne l'Ontario et la Colombie-Britannique. Les ventes et les prix des logements en Nouvelle-Écosse résistent au durcissement des règles hypothécaires adoptées le 1^{er} janvier 2018, la construction résidentielle reste vigoureuse et le commerce de détail lié aux ménages progresse de 10,3 % sur un an jusqu'à la fin de juin, ce qui est supérieur aux gains de toutes les autres provinces. En Nouvelle-Écosse, les mises en chantier devraient se stabiliser à 4 000 logements cette année, et l'essor de la construction d'habitations neuves ne devrait commencer à se contracter qu'en 2019.

RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux

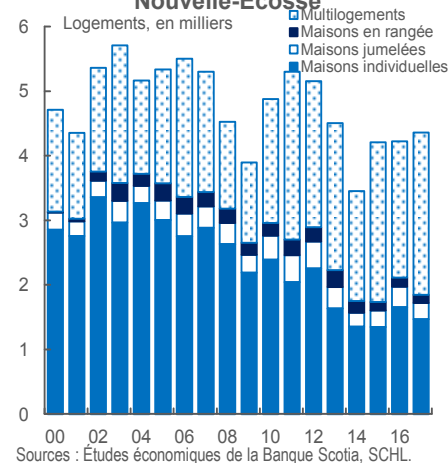
416.866.4733

Études économiques de la Banque Scotia

marc.desormeaux@scotiabank.com

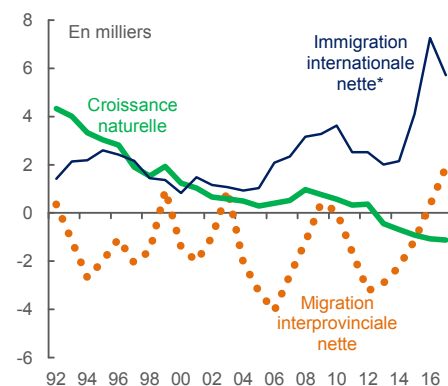
Graphique 1

Mises en chantier de logements en Nouvelle-Écosse



Graphique 2

Facteurs de croissance de la population de la Nouvelle-Écosse



*Dont les émigrants temporaires et émigrants de retour en chiffres nets et les résidents non permanents en chiffres nets. Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.

Nous prévoyons des gains annuels de population de l'ordre de 0,5% dans les années civiles 2018 et 2019, ce qui devrait encore étayer les dépenses des ménages, puisque dans les deux dernières années, le nombre de résidents a monté de 0,6 % par an, ce qui est étonnant. Puisque la correction des prix des produits de base a réduit l'attrait de l'Ouest canadien, l'exflux net de résidents de la Nouvelle-Écosse vers d'autres provinces, qui s'est établi à une moyenne supérieure à 2 200 par an de 2010 à 2015, s'est inversé dans les deux années suivantes pour se muer en un influx net de 1 100 résidents en moyenne par an. Les influx interprovinciaux nets, qui devraient se ralentir cette année et l'an prochain en raison de la reprise soutenue en Alberta, devraient quand même accroître la population en chiffres nets.

L'immigration internationale vigoureuse est également essentielle pour prolonger les gains de population de la Nouvelle-Écosse : l'influx net dans les deux dernières années totalise 13 000 résidents (page 1 du graphique 2). Depuis 2015, 52,5 % des immigrants de la Nouvelle-Écosse s'installent dans cette province dans le cadre du Programme des candidats provincial, qui lui apporte des travailleurs spécialisés; ce chiffre dépasse la moyenne nationale, qui s'établit à 17,1 %. Dans le cadre de la Stratégie de croissance pour l'Atlantique, lancée en juillet 2016, la Nouvelle-Écosse participe au Projet pilote d'immigration de l'Atlantique, qui vise à mieux fidéliser les immigrants dans la région de l'Atlantique.

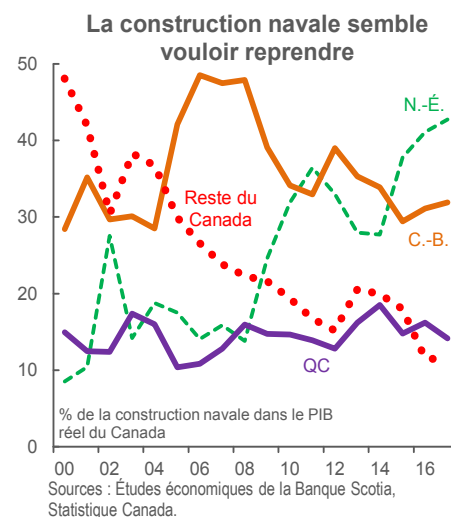
L'activité manufacturière spécialisée reste un point fort pour la Nouvelle-Écosse. Le contrat de 2,3 milliards de dollars des Chantiers maritimes Halifax pour la construction de six navires de patrouille arctique pour le gouvernement fédéral devrait rehausser les gains de productivité déjà vigoureux de plus de 90 % estimés pour la période de 2014 à 2017, puisque la production s'est relevée sur ce chantier naval modernisé (graphique 3). À l'usine de Granton, la production de pneus d'hiver, qui devait, jusqu'à l'an dernier, prendre fin au début de 2018, s'étendra jusqu'en mai 2020, afin de répondre à la forte demande des consommateurs. C'est pourquoi nous nous attendons à ce que les livraisons manufacturières de la Nouvelle-Écosse misent sur un gain météorique de 15,2 % sur un an en juin 2018, qui continuera de se concentrer dans l'alimentation et dans les produits de plastique et de caoutchouc.

La diversification géographique des exportations est un rempart contre les bouleversements qui pourraient être liés à l'ALÉNA. Même si elles sont concentrées dans les produits de la mer et la pâte de bois, les exportations de la Nouvelle-Écosse sont moins tributaires du marché américain que celles des autres provinces et territoires du Canada. L'an dernier, plus de 10 % des exportations de marchandises de la Nouvelle-Écosse étaient destinées à l'Asie (sauf la Chine), contre 6,1 % à peine pour le reste du Canada (graphique 4, page 3). Les livraisons à destination de l'Union européenne, qui ont représenté 8,8 % des recettes à l'exportation de marchandises de la Nouvelle-Écosse en 2013-2017 contre à peine 7,4 % pour les autres provinces, devraient profiter de l'Accord économique et commercial global (AECG).

On s'attend, en 2019 dans différents secteurs, à des **gains dans l'exportation des marchandises**. Les exportations de pneus devraient profiter de la stabilité de la production intérieure. Les exportations de crevettes, après une baisse de 53 % des contingents dans la saison 2016-2017, rebondissent à 24 % sur un an depuis le début de l'année.

L'accroissement de la capacité de production de la mine d'or de Moose River cette année et la productivité du projet aurifère achevé de Touquoy en 2019 devraient rehausser les livraisons minières externes. La production de papier satiné ou de papier journal n'est pas appelée à être soumise, à terme, à des droits antidumping ou compensateurs. À cause de la mise hors service du projet d'énergie en mer de Sable en 2018-2020 et du projet Deep Panuke en 2019-2021, la Nouvelle-Écosse s'affranchit de sa dépendance complète vis-à-vis des importations pour le gaz naturel, même si la Liaison maritime produit de l'énergie nouvelle.

À l'heure actuelle, le tourisme est un autre point de fort pour la Nouvelle-Écosse. Favorisée par le dollar canadien, dont la valeur s'établit à 0,80 \$ environ, cette province attire plus de touristes non résidents – l'augmentation sur un an jusqu'en mai s'établit à 38,5 %, dans la foulée de la hausse de 12,5 % du nombre de visiteurs venus de l'extérieur de la province l'an dernier, soit la plus forte hausse au Canada. La Nouvelle-Écosse progresse donc dans la

Graphique 3


Profil de la Nouvelle-Écosse en 2017

Population, au 1 ^{er} juillet	954 000 (2,6 % du Canada)
Évolution annuelle en %	0,6
Population d'Halifax, au 1 ^{er} juillet	431 700 (45,2 % de la N.-É.)
Évolution annuelle en %	1,6
PIB réel, \$ CA 2007	37,2 G\$ (2,0 % du Canada)
PIB nominal par habitant	
En milliers de \$	45,1 (77 % de la moy. nat.)

Perspectives économiques

% d'évolution, sauf dans les cas indiqués

	2000-16	16	17*	18p	19p
Nouvelle-Écosse					
PIB réel	1,3	0,8	1,2	1,2	1,0
PIB nominal	3,4	2,8	3,1	3,2	3,1
Emploi	0,6	-0,4	0,6	0,7	0,3
Taux de chômage en %	8,8	8,3	8,4	7,9	7,9
Mises en chantier de logements en milliers	4,3	3,7	4,0	4,0	3,8
Canada					
PIB réel	2,1	1,4	3,0	2,2	2,0
Emploi	1,3	0,7	1,9	1,2	1,0

Gouvernement

Premier ministre	Stephen McNeil, Libéral (depuis 2013)
Sièges à l'Assemblée	27 sur 51
Prochaine élection	Aucune date fixe
Notes de crédit :	
Moody's	Aa2
S&P	A+
DBRS	A (élevée)

*Croissance du PIB réel de la N.-É., 2017, par secteur d'activité aux prix de base.

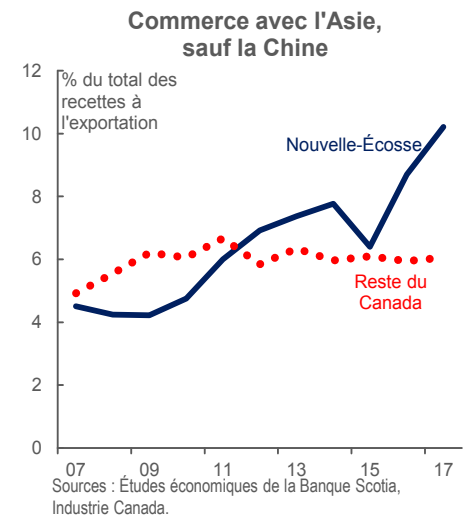
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL, Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, agences de notation.

réalisation de son objectif stratégique qui consiste à hausser de 54 % de plus qu'en 2016, d'ici 2024, ses recettes annuelles dans le tourisme.

Les excédents budgétaires de la Nouvelle-Écosse et les progrès qu'elle accomplit dans la réduction de sa dette par rapport au PIB apportent au gouvernement de cette province une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour profiter des occasions qui s'offrent à elle et pour intervenir dans les cas d'urgence. Dans l'EF 18, grâce à l'important règlement qui lui a été versé dans l'arbitrage des frais de transport touchant les redevances du Projet énergie en mer de Sable, le gouvernement a pu mettre sur pied des fiducies pour répondre à des priorités comme la largeur de bande à haut débit sur l'ensemble de son territoire et les travaux supplémentaires de R-D.

Le secteur des technologies est en plein essor, comme en témoigne la croissance de 4,2 % du PIB réel de cette province l'an dernier dans les technologies de l'information et des communications; la Nouvelle-Écosse talonne ainsi les provinces du centre du Canada et la Colombie-Britannique. Halifax intervient pour une part de 2,9 % dans la hausse de l'emploi au Canada dans les professions des systèmes informatiques et d'information par rapport à la période de 2006 à 2016, pour une part d'à peine 0,9 % de la croissance de la population nationale. Le financement public de quatre millions de dollars annoncé pour un incubateur local de technologies dans les trois prochaines années pourrait déboucher sur d'autres gains.

Après 2019, les perspectives de la Nouvelle-Écosse laissent poindre un certain nombre de bonnes nouvelles. Les Chantiers maritimes Halifax, sur le point d'achever six navires de patrouille arctique, s'approprient à construire 15 navires de guerre pour la flotte des navires de combat de surface du Canada. En plus de la nouvelle plateforme qui a commencé des travaux de forage dans le bassin Scotian en avril, des permis ont été attribués pour forer six autres puits de pétrole en mer dans la période de 2018 à 2022. On s'attend cette année à ce qu'une décision d'investissement définitive soit rendue pour le projet de GNL proposé de Goldboro au coût de 10 milliards de dollars. Le secteur des technologies et l'accessibilité des prix des logements par rapport à d'autres grandes villes canadiennes rehaussent de plus en plus l'attrait d'Halifax comme centre régional. Enfin, la Supergrappe de l'économie océanique, qui a son siège dans les provinces de l'Atlantique, a déposé l'une des cinq propositions retenues par le gouvernement fédéral pour se partager le financement offert par ce dernier à hauteur de 950 millions de dollars sur les cinq prochaines années, ce qui viendra assurer l'appoint des fonds réunis dans le secteur privé.

Graphique 4


Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.